

## La rencontre dans la comparaison : outils, approches et concepts

*Les séminaires du VESPA – jeudi 1<sup>er</sup> avril 2010 – Montréal*

Julien Rebotier / [jrebotier@hotmail.com](mailto:jrebotier@hotmail.com)

INRS-UCS (Laboratoire VESPA). Post-doctorant.

Voici les premières lignes du résumé de l'ouvrage de Cécile Vigour, *La comparaison dans les sciences sociales* (2005):

Le foisonnement des recherches comparées contraste singulièrement avec le peu de réflexion méthodologique sur l'usage et l'élaboration de la comparaison. C'est pourquoi il importe de revenir sur la démarche comparative, ses atouts et ses dangers : Qu'est-ce que comparer ? Pourquoi comparer ? Comment élaborer une démarche comparative ? Quels cas comparer ? Selon quelle stratégie ? À quelles conditions et avec quelles limites ? Quels écueils éviter ?

Ce séminaire aurait pu être l'occasion d'un compte rendu rigoureux de cet ouvrage. Sa lecture en reste tout à fait profitable, notamment en termes de pratiques de la comparaison. N'étant pas particulièrement spécialiste d'une approche comparative, j'ai plutôt choisi de mettre l'accent sur les enjeux, les implications et les limites de cette méthode en réfléchissant à partir de mon parcours d'apprentissage à la recherche, ainsi qu'à partir du travail d'autres chercheurs.

La discussion autour de la comparaison s'organisera en trois temps.

- Dans un premier temps, je rendrai compte de mon parcours de recherche, depuis ma formation de maîtrise jusqu'à aujourd'hui, en mettant l'accent sur les processus de comparaison – parfois inconscients – qui m'ont mené à construire une approche particulière des risques urbains et de leur construction sociale.
- Dans un deuxième temps, je tâcherai de prendre un peu de recul sur ce parcours, de m'interroger sur la nature, la qualité et les principes de comparaison en jeu dans mon travail et dans ma manière d'approcher et d'évaluer les risques urbains.
- Enfin, au terme de cet essai sommaire, je me pencherai sur des questions pratiques de méthodes de comparaison, de démarches, d'outils, tels que j'ai pu les rencontrer, et sur les enjeux et les questions qu'elles posent.

### I- Parcours de recherche, trajectoire de comparaison

#### 1- *Une approche réaliste, cartésienne et structurante des risques, ébranlée*

De façon classique, on définit les risques comme une combinaison d'aléa (une menace) et de vulnérabilité (des biens ou personnes susceptibles de subir des dommages). Mon travail de maîtrise a consisté à anticiper la distribution des blessés en cas de séisme dans une ville des Andes, et à terme, à anticiper l'organisation des secours (Rebotier, 2003). Ce travail de mise en espace (de la menace, puis des éléments de vulnérabilité, puis la corrélation de ces distributions) est largement pratiqué en France dans la mise en place des Plans Locaux d'Urbanisme et dans les documents d'exposition et de prévention aux risques. La réponse à la tempête Xynthia de février 2010 en est un exemple très actuel : le repérage de zones à risque, cette fois « vraiment » inconstructibles, menant même à la destruction de maisons existantes, remet en avant le processus de découpage des territoires à risque. On trace des limites, on définit des « zones » codifiées par couleur, plus ou moins exigeantes en termes de réglementation, pouvant aller jusqu'à l'interdiction – voire, quoique rarement, la destruction – des constructions.

Mais au terme de l'étude de maîtrise, il apparut assez clairement que le risque n'était pas réductible à une simple combinaison d'aléa et de vulnérabilité, et que les situations de risque, les approches, les prises en charge... étaient bien différentes en Amérique latine et en France. Lorsque j'ai eu l'opportunité de présenter mon approche du risque à l'Université de São Paulo, en février 2010, aux collègues brésiliens du LABOPLAN (héritiers de Milton Santos), ces derniers s'étonnaient d'un tel découpage analytique « aléa \* vulnérabilité ». « Pour nous, disaient-ils, tout est un risque, la vie est un risque ! ». C'est en réalité ce regard des collègues latino-américain, c'est cette perspective alternative à la mienne pourtant sur un même objet, le « risque » ou les situations de risque, qui m'a poussé à revoir ma définition des risques déjà dès la fin de ma maîtrise, à partir de 2003. Le passage par l'Amérique latine, l'expérience longue du terrain, pendant 10 mois, a permis un décentrement du regard que porté sur le monde. Sans que les conséquences soient tout à fait conscientes (il a fallu une formulation directe en 2010 alors que l'idée d'un risque comme réalité sociale multiple émergeait déjà d'un long terrain en 2002-2003), cette rencontre d'un ailleurs, mais aussi d'un chez-moi vu de l'ailleurs, m'a permis d'interroger une catégorie : les risques, largement technicisée et désincarnée par différents acteurs (experts, ONG, parfois universitaires, institutions internationales, agences gouvernementales...). Un « autre regard sur le monde » est important. Le LABOPLAN, à travers la figure de proue qu'est Milton Santos, fait circuler nombre de concepts innovants, tels que le « globalitarisme » (*globalitarismo*), comme forme écrasante et néocoloniale de la globalisation, y compris en termes de réflexion et de production de la connaissance (Tendler, 2006).

Une formation au Nord sur des terrains du Sud a beaucoup aidé, par une série de va-et-vient, à construire une approche des risques issue de la rencontre de plusieurs mondes, et finalement, d'une forme de comparaison entre les situations à risque, leur lecture, l'importance qu'on leur donne, à différents endroits et à différents moments.

## 2- *Circuler (dans la littérature). L'importance du réseau, de l'échange, de l'écoute*

Mes références dans la littérature scientifique sont à l'image de mon parcours : transatlantiques. Elles reposent bien sûr sur des fondamentaux francophones, largement subvertis après mes premiers terrains au Venezuela par des productions latino-américaines des années 1990. Les collègues analysant les risques en depuis une perspective de sciences humaines et sociales posent largement la problématique en termes de développement, de variable de peuplement, de questions sociales (voir l'activité de La Red : <http://www.desenredando.org/>). L'expérience de sociétés fortement inégalitaires et excluantes tant en termes sociaux ou économiques que culturels ou raciaux pousse, qui veut bien s'interroger, à poser les choses en termes de justice ou d'équité, et à faire émerger la « question sociale ». L'endroit d'où l'on pose les questions est important. La problématique de justice environnementale apparaît par exemple beaucoup plus politisée ou ethnicisée en Amérique latine qu'elle n'a pu l'être en Amérique du Nord (Carruthers, 2008), malgré une genèse toute proche de l'émergence des droits civiques, aux Etats-Unis.

En plus de cette invitation des collègues locaux à penser les risques en termes sociaux et politiques, je suis dans un troisième temps remonté jusqu'aux productions de certains « radicaux », ou plus largement « critiques » anglophones de la fin des années 1970, début 1980, liés à la mise en question du modèle de développement, du productivisme et du consumérisme, ainsi que de la croissance économique comme horizon ultime (dans le domaine des risques et dans le désordre: Watts, Hewitt, ou Wisner). Dans ces courants de remise en question de la modernité, des causalités linéaires ou des approches mécanistes, j'ai très vite été renvoyé sur les travaux de littérature comparée.

Là, ce sont des universitaires souvent originaires du Sud qui, dans des campus du Nord anglo-saxon (Etats-Unis, Australie et Nouvelle Zélande, puis Inde...), se mettent à repenser leur altérité à travers leur parcours de vie, et finalement un nouvel ordre du monde qui se dessine avec la décolonisation. La période de ces critiques de l'occidentalisation du monde est la période des

« post » (post-moderne, post-colonial), et pose en effet une lecture alternative du monde (pensons à Rushdie, Fanon ou Césaire, et surtout à Saïd, Bahabha, Appadurai, Stuart Hall ou Paul Gilroy).

Transition : La question s'était posée d'elle-même, et sans doute un peu inconsciemment. Penser l'ailleurs avec des outils d'ici fait problème, interroge. Dans une certaine mesure, on s'interroge tous sur la circulation des modèles, des référents, des grands récits, des cadres, dans lesquels on s'inscrit. La situation du chercheur et de son propos est inévitable. Le recul nécessaire à prendre sur sa pratique de recherche et sur la circulation des idées invite inmanquablement à s'interroger sur la comparaison : comme exercice d'analyse mais aussi comme pratique de la réflexion.

## II- Comparer : quoi, comment, pourquoi ?

### 1- *Comparer, c'est distinguer, ordonner, hiérarchiser...*

Comparer, c'est opérer des regroupements et / ou des distinctions. Faire de la science (sociale), c'est discriminer, tracer des limites, constituer ou critiquer des catégories et porter un regard discontinu sur un monde continu. Activité hautement sociale, le discours scientifique réduit la complexité et procède à l'énonciation d'une vérité historique. Ainsi, à travers ce discours, la réalité est située.

La comparaison est un outil de l'activité scientifique. Elle implique de discriminer puisqu'elle implique au moins deux éléments. Classer, ordonner, hiérarchiser, mesurer, évaluer, c'est comparer. Notre discours sur le monde n'est pas extérieur au monde, et ne peut se passer de référent. La comparaison participe à la « situation » de la réalité, du monde observé, mais elle non plus, en tant qu'activité sociale, n'est pas extérieure au monde social. On peut pointer plusieurs « dérives » potentielles :

- Les « dérives » modernes se traduisent pour la comparaison par l'intégration d'un référent causal linéaire. Ainsi, une cause donne une conséquence dont elle n'est séparée que par un certain « temps ». Comparer le développement des pays c'est les ramener à une échelle universelle et téléologique du progrès (pensons à la lecture de Rostow, 1990 [1960], et le passage presque rituel – « faitiche », dirait Latour, 2009 – du *take-off* des pays en développement).

- Les « dérives » libérales se traduisent par exemple par la survalorisation de certains critères (productivité, compétitivité, mérite) dans un rapport de compétition à différentes échelles. Dans *la richesse des nations* (Smith, 1995 [1776]) il est fait cas d'avantages absolus (et comparatifs, Ricardo, 1981 [1817]) des nations dans des marchés dont les règles de comparaison – libérales – pour certains, vont de soi. Précisément, tout montre que les « avantages » dépendent aussi bien des règles imposées à la comparaison...

Mais en rupture avec ces lectures, comparer c'est aussi dépasser une différence, *i.e.* identifier une différence, mais ne pas s'y arrêter. C'est penser au-delà, voire la remettre en question à terme. Identifier une différence pour comparer, c'est identifier une inégalité dans le sens d'une non équivalence. L'indistinct ne peut être comparé.

En définitive, on voit se dessiner toutes les dérives possibles où peuvent s'engouffrer la morale, les valeurs, le bien ou le juste. Aussi vigilant que soit le chercheur, ces catégories liées à la comparaison, et dont on s'affranchit difficilement... à moins qu'elles ne soient propre à l'Europe moderne et universalisante, doivent être présentes à l'esprit, être « neutralisées » autant que faire se peut, ou du moins objectivées. Certes, l'exercice de comparaison est un classement, un ordonnancement qui peut être technique et dépassionné. Il n'en reste pas moins un « ordre » particulier du monde qui ne peut pas rester sans conséquences sur celui-ci.

Ainsi, la comparaison est un outil de l'exercice scientifique tout comme elle est un instrument de la production du monde social, dans les discours mais aussi dans les faits (Butler, 2004 ; Latham et Mac Cormack, 2004).

### 2- *Quoi et pourquoi comparer ? La comparaison est politique.*

Le choix des objets de comparaison est en soi significatif. Le travail de la recherche française en sciences sociales organisé par aire culturelle est largement remis en question aujourd'hui. Cet héritage d'un fonctionnement colonial crée des regroupements géographiques (en plus des continents, produit européen) qui permettent de découper le monde, de constituer des « unités homogène » : l'Amérique latine, l'Indochine, l'Afrique...

Au passage, se pencher sur *l'invention des continents* (Grataloup, 2009) est très instructif, en termes de regards croisés sur le monde. La géographie physique et la nécessité de la géodésie, de la roche ou de la mesure, de la tectonique des plaques ou de la dérive des continents restent sans voie face à la question : la Turquie est-elle en Europe ou en Asie ? La division du monde, l'appartenance, les relations entre voisins, les rapprochements, et forcément les comparaisons entre région du monde (ou la comparaison impossible dans une unité trop « homogène ») sont au cœur de cet exercice de géographie politique et culturelle.

Pour revenir à l'adoption des aires culturelles, cette pratique de la recherche est remise en question en France, et les grands « ensembles régionaux » sont largement interrogés. Pourquoi restreindre les études, et les comparaisons éventuelles à de telles « aires culturelles » ? Pourquoi ne pas étendre à d'autres aires culturelles ? Comment la globalisation et la décolonisation bouleversent-elles ces découpages ? La globalisation oblige les démarches comparatives à s'affranchir de plus en plus de frontières et de limites historiques... et sans doute à en observer d'autres ! Mais la limite Nord - Sud, notamment dans les contextes urbains, est sans cesse fragilisée par des travaux comparatifs. Comparer, dans un sens, c'est subvertir, remettant en question les catégories établies, et interrogeant leur intégrité.

C'est ce que pointe Benedict Anderson dans *The spectre of comparisons* (1998), à propos de l'Asie du Sud-Est au sortir de la deuxième guerre mondiale, dans un contexte de guerre froide. La construction de tels ensembles géographiques est politique. En outre, la lecture du monde de façon décentrée (notamment de l'Europe et du IIIe Reich hitlérien par un leader Indonésien nationaliste qui « loue » le charisme national du Führer) contribue à bouleverser les perspectives et les approches de la comparaison de l'auteur. On reconnaît, en suivant Marcel Détéienne (2001), l'importance des pratiques de comparaison des sciences humaines et sociales après la deuxième guerre mondiale, l'ouverture pluridisciplinaire et la montée de la crise de la modernité. Les « tournants » (linguistiques ou culturels), les mouvements « post » (modernité, colonial) accompagnent une pratique critique de la comparaison.

Pour Détéienne, on peut toujours « comparer », *i.e.* mettre des choses en lien, pour interroger l'appartenance à des universaux naturalisés, et mettre en lumière les logiques et les liens qui fondent les appartenances et les unités. Trouver les différences sans pour autant faire de l'identification de la diversité un horizon ultime, c'est redécouvrir la cohérence en fait contingente du monde social dans lequel on vit.

En définitive, la comparaison n'est pas sans « objectifs ». C'est l'occasion de revenir sur sa dimension performative. On peut :

- Comparer pour dégager des structures ou des récurrences et réduire la complexité, constituer une totalité intelligible.
- Comparer pour créer des spécificités et renforcer une originalité, une singularité.
- Comparer pour souligner des différences et entériner une distinction, une rupture, une rivalité.

En d'autres termes, la comparaison présente un intérêt pour la connaissance ainsi qu'une dimension politique, deux aspects qui semblent indissociables. La comparaison est aussi une démarche « militante », elle peut être un « instrument » du politique, porté sur l'ouverture, le respect, la différence et la diversité. Comparer des tendances de l'Islam (Geertz, 1968), c'est introduire une hétérogénéité dans un monde culturel souvent peint comme monolithique. Le monde musulman est pluriel. Voilà qui est trivial, mais important. Autre exemple, à propos des pratiques chavistes du pouvoir au Venezuela, autour d'un gouvernement vite décrit comme

autoritaire et centralisateur, là où la comparaison des grandes lignes qui s'affrontent au sein même du chavisme invitent à distinguer une aile « réaliste » d'une aile « optimiste » qui se distinguent sur de nombreux points (Ellner, 2010). Comparer oblige à se décentrer, à opérer un pas de côté en marge de discours parfois universels, normatifs, modernes ou trop structurants, trop écrasants. On se donne ainsi les moyens de penser une certaine altérité, de deux manières :

- En ouvrant les possibles d'une réalité observée, et en critiquant un ordre, même par le biais d'un autre ordre. Le nécessaire devient contingent.
- En travaillant la diversité des points de vue, des contributions et donc des disciplines scientifiques. La comparaison est un travail mobile : collectif, entre les disciplines ; transhistorique, multi-scalaire et sur plusieurs territoires.

Créer une catégorie « indistincte », qui empêche la comparaison est une façon de modeler la diversité. Par conséquent, la « non-comparaison » est aussi politique. Poser l'exceptionnel ou le singulier, c'est se poser en dehors du commensurable. Les certitudes cartésiennes et les ambitions universalistes françaises sont interrogées de cette manière par Todorov (1989), notamment dans son premier chapitre « l'universel et le relatif ». L'invention de la « classe moyenne » sert historiquement à dégonfler les rapports de force entre bourgeois et prolétaires. Aujourd'hui, 75% des français se disent de classe moyenne. Pour une formation politique, parler à la classe moyenne, c'est virtuellement parler à la majorité des français. Or, il est impossible de croire à la convergence d'intérêt de 75% de la population française aujourd'hui. Au Venezuela, la participation locale à la gouvernance du logement à Caracas (et notamment la montée de la « société civile » et du travail des ONG dans les années 1990) masque une très grande diversité des revendications dans ce même domaine. La société civile ou la participation locale sont évidemment plurielles. Mon travail dans le programme METRALJEUX (<http://www.iheal.univ-paris3.fr/spip.php?rubrique574>) a consisté à identifier des logiques d'acteurs à l'endroit de la question du logement, de rapprocher ces logiques, de les comparer, de comparer leurs stratégies de déploiements et leurs rapports, entre elles et avec les pouvoirs publics. Des exemples d'outils de comparaison concernant ces aspects figureront dans la dernière partie.

Ainsi, pratiquer la comparaison, c'est s'attacher à connaître, tout en courant un certain risque (lié aux différentes dérives et à un aspect performatif du discours de comparaison), mais en s'offrant la possibilité de dépasser la diversité. C'est un processus dialogique en tension constante. A nouveau, par « dépasser la diversité », je n'entends pas la réduire, la neutraliser, la nier ou la gommer, mais bien l'identifier et l'apprécier pour le sens social qu'elle présente (et pour la richesse qu'elle porte, mais on est là tout proche du registre de la conviction).

### *3- Comment comparer ? Non pas là mais des méthodes.*

Selon quels principes opérer la comparaison ? Plusieurs « raisons » existent. De manière non exhaustive, quelques éclairages qui pourraient inspirer :

- On peut distinguer les comparaisons en fonction des liens qui relient les objets comparés (Boudreau, 2007), qu'il s'agisse d'une logique (plus grand que); d'une lecture normative et morale (mieux que) ; d'une sensation ou d'une émotion (plus convenable, plus sûr que).

La diversité des liens entre les objets comparés amène à s'interroger sur le choix de ces liens: va-t-on prêter attention aux rapports logiques ou émotionnels entre les choses ? Autrement dit, adopte-t-on une approche réaliste ou relevant des représentations ? Ces questions sur la « raison » des méthodes ont leur importance, car la manière dont on évalue affecte les résultats (Ex : menez des enquêtes et interrogez directement sur le sentiment d'insécurité, vous obtiendrez du sentiment d'insécurité). En outre, ces postures dépendent de la problématique et de la question de recherche.

- On peut aussi s'attacher à comparer des objets en fonction de leur proximité (Giraud, 2009). Dans la comparaison de cas extrêmes, c'est la catégorie analytique comparée qui fait l'objet de tension, qui est remise en question : l'Occident, la religiosité musulmane, l'autoritarisme chaviste. Les catégories critiquées, dénaturées, relativisées et situées acceptent alors une grande diversité. Et ce sont les « mécanismes commensurables » qui fonctionnent au sein de ces catégories qui font l'objet de comparaison. Les différences sont alors largement appréciées, puisqu'elles sont potentiellement lourdes de mécanismes causaux inespérés au sein d'ensembles jugés homogènes. Mais en plus des comparaisons basées sur des cas, soulignant la diversité, l'unité des cas, et, sans contradiction, l'appartenance à des universaux plus structurants, on peut aussi mener des comparaisons sur la base de processus.

- Ainsi en va-t-il de ce que défend Marcel Détiéne dans son ouvrage *Comparer l'incomparable* (2001). Les processus à comparer sont passés au crible de 3 grandes questions préalables : formuler une réflexion générale sur la mémoire et son rapport à la pensée historique ; analyser ce qu'est le changement ; se pencher sur ce qu'est le passé, sur ce que c'est que faire le passé. Mémoire, changement, passé. Ainsi, en s'affranchissant de la référence indépassable aux cités de la Grèce antique, berceau de la démocratie, Marcel Détiéne qui, entre histoire et anthropologie, compare les pratiques d'assemblée entre la Grèce antique, les sociétés rurales Éthiopiennes et les cosaques du XV<sup>e</sup> siècle fait de la comparaison un élément de l'approche critique.

Transition : Gare aux dispositifs de comparaison qui sectorisent et fragmentent, qui désagrègent l'unité. Il faut toujours situer les objets. Les contextes et les situations, la mise en perspective culturelle sont importants. Dans un texte de comparaison des formes de globalisation depuis le Brésil et le Vietnam (Warren, 2009), la modernisation et la globalisation prennent des sens différents. Peu critiquées au Brésil, qui embrasse des acceptions libérales d'une économie ouverte ; beaucoup plus « adaptées » au Vietnam, lues comme une traduction des traditions locales / nationales. C'est aussi ce même travail de situation qui doit être opéré lorsqu'un leader Indonésien fait louange du nationalisme Hitlérien ; ou encore autour de ce que portent les héritiers brésiliens de Milton Santos, avec le courant de la *Nova Geografia do Brasil* et la notion de *Globalitarismo*.

La comparaison n'est pas une pratique « neutre », bien au contraire. Elle doit donc être une activité réflexive. Il restera toujours à savoir si l'on veut mettre l'accent sur la pluralité du monde social, ou s'y l'on veut s'attacher à souligner unicité et cohérence.

### III- Aspects pratiques et exemples, enjeux et limites

#### 1- *Comparer l'insécurité urbaine et les glissements de terrain, ce n'est pas considérer équivalents la délinquance et la nécessité des lois physiques !*

Pour comparer, il faut pouvoir conjuguer singulier et pluriel... Voilà une grammaire de l'espace qui n'est pas si aisée. Un des principes méthodologiques de ma démarche comparative des processus de construction sociale des risques urbains en Amérique latine repose sur l'articulation d'études de cas à des contextes préalablement établis. En définitive, la comparaison s'opère en deux temps. La première étape consiste à distinguer des facteurs structurants de vulnérabilité. Ces grands critères dépendent de la problématique et du sujet posés. Dans mon cas, je m'attache à dresser un diagnostic des conditions objectives de risque ; je me penche sur l'organisation institutionnelle de la gestion des risques et des territoires urbains ; et je procède enfin à une géographie urbaine plus générale qui permet de saisir un certain ordre socio-spatial en termes socio-économiques, culturels ou politiques.

En parallèle de ce contexte à établir, je mène des études de cas sur des terrains et des types de risques spécifiques, au moyen de problématiques spécifiques. Dans mon projet de recherche, je me penche sur les rapports entre pouvoir, justice et démocratie et la manière dont on définit et

gère les risques d'insécurité urbaine et de glissement de terrain. Mes études de cas consistent à appliquer ces trois questions aux deux types de risque choisis. Dans chacune des études de cas, le contexte permet de donner du sens, de saisir des enjeux, de territorialiser l'analyse. Dans chacune des études de cas, c'est l'articulation au contexte qui permet de répondre aux trois questions préalables que je pose nécessairement pour situer la construction sociale du risque, qu'il soit « naturel » ou sociopolitique. Ces trois questions sont : qu'est ce que l'on définit comme un risque ? Pourquoi, quels en sont les enjeux ? De quelle manière procède-t-on à cette définition et quelles en sont les conséquences dans l'espace social ?

Ainsi, avec ce cadre commun, je m'attache à comparer des processus de construction des risques entre différents terrains d'une même ville et entre différentes villes. La comparaison ne consiste pas à rapprocher des tableaux de morts ou de blessés, ni même des tableaux d'effectifs de personnels de protection civile. Procéder à une comparaison des mécanismes de construction, c'est postuler que la barrière « sectorielle » dans l'approche des risques est arbitraire (entre risques « naturels », industriels, sanitaires, sociopolitique...). C'est postuler l'unité de l'importance des risques, de leur définition et de leur gestion dans les sociétés contemporaines, sans pour autant présumer de la diversité des formes que peuvent prendre leur construction. C'est presque une démarche épistémologique militante l'est beaucoup moins dans d'autres disciplines, comme l'anthropologie, plus portées par essence au questionnement des catégories.

## 2- *Quels outils, quelle restitution de l'information ?*

### • **Indices et indicateurs :**

A l'IHEAL, des collègues travaillent sur le développement durable en Amazonie brésilienne en tâchant de comparer des variables et des pratiques sur plus d'une dizaine de terrains différents (Programme DURAMAZ : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/spip.php?rubrique361>). La question de la comparaison des « performances » de durabilité est traitée au moyen du calcul d'indices synthétiques, d'indicateurs et sous-indicateurs (Marchand, 2008). Cette démarche permet d'intégrer le comportement d'un groupe homogène de variables sur plusieurs terrains, d'en observer les comportements et les associations, voire de comprendre les conditions locales du succès ou de l'échec. Les problèmes posés sont ceux de « l'universalité » des variables, d'un terrain à l'autre, des calculs de moyennes et de pondération relative, voire de collectes de données qualitatives qu'il faut ensuite « coder » pour leur attribuer une valeur numérique arbitraire. Ainsi, le groupe a choisi de ne pas tirer un « indice ultime » de développement durable pour ne pas noyer les « aspérités » des différents terrains étudiés à l'endroit du développement durable et rester dans une approche « situationnelle ».

J'ai aussi pratiqué une démarche similaire dans ma thèse afin de comparer des questionnaires semi-dirigés auprès de 118 foyers populaires de l'Ouest de Caracas, avec des questions portant sur la définition des risques, la caractérisation socio-économique ou les critères physiques du lieu d'habitation. Douze variables ont été caractérisées au moyen de 61 questions et 56 d'entre elles ont été utilisées et codées numériquement afin de pouvoir obtenir des indices, opérer une classification et établir des corrélations entre la conscience des risques et l'exposition, par exemple, ou entre les conditions socio-économiques et la hiérarchisation des priorités en termes de risques (Rebotier, 2008).

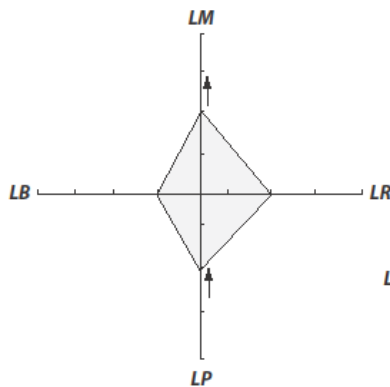
### • **La restitution à travers les diamants :**

Dans mon travail de contextualisation dans le cadre du programme METRALJEUX pour la question du logement, je me suis attaché à caractériser les logiques d'acteurs à Caracas depuis le milieu du XXe siècle. Pour ce faire, j'ai identifié des logiques dominantes au fil de différentes périodes en opérant des regroupements sur la période étudiée et à partir des informations de terrain. Nécessairement, la sélection de quatre grandes logiques écarte les nuances, mais permet de suivre des tendances, des rapports entre logiques, et de comparer dans le temps.

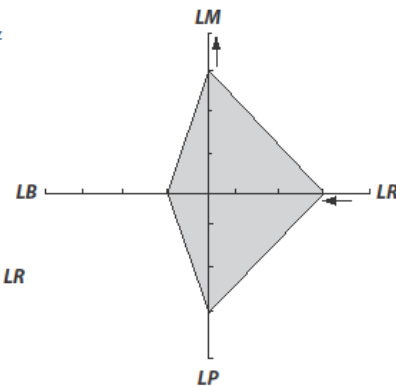
Les logiques identifiées ont été celle du marché, de la planification et de l'anticipation, de la réglementation et de l'intervention des pouvoirs publics, enfin une logique des besoins. La constitution de diamants permet de suivre l'évolution des logiques dans le temps, voire de leur domination par rapport aux autres. Sur la base des relations entre ces logiques, on a pu identifier des « périodes », dans lesquelles s'inscrivent différemment les cas étudiés. Enfin, le ton du diamant correspond à une plus ou moins grande conflictualité entre les acteurs et les logiques engagés dans la gouvernance du logement à Caracas. Plus le ton est sombre, plus la conflictualité est importante.

**I. Du Banco Obrero au changement de CAP. Emergence et consolidation d'une logique marchande face à des pouvoirs publics qui se désengagent rapidement en fin de période**

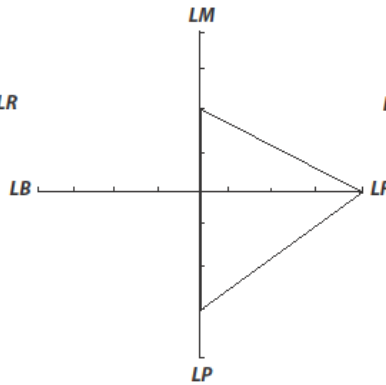
1. Hygiénisme et obligation du logement : engagement public mais échec pour les pauvres (1930 - 1940's)



3. L'engagement de la démocratie pour le logement, toujours entre éradication et réhabilitation (1960 - milieu 1970)



2. La carte blanche de Marcos Pérez Jiménez pour le logement à Caracas (1952-1958)



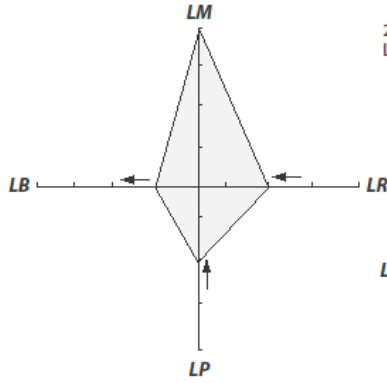
**LM** : Logique de marché    **LR** : Logique de réglementation    **LP** : Logique de planification    **LB** : Logique (sociale) des besoins (exprimés)

Degré de conflictualité entre les logiques:  Faible     Moyen     Elevé     → Tendence des logiques

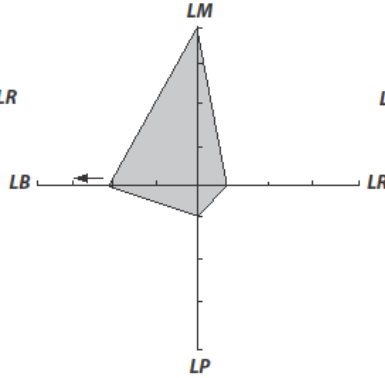


**II. Passage de CAP : recul des acteurs publics, démultiplication de la logique marchande et structuration d'une logique sociale qui naît de ce nouvel équilibre de pouvoirs**

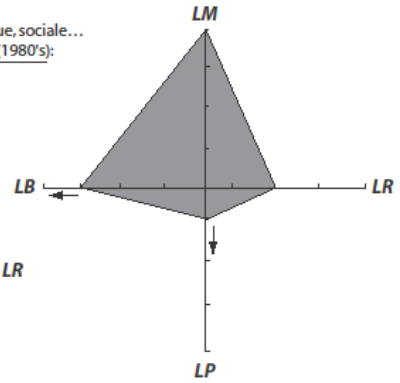
1. Choc pétrolier, explosion du marché de la construction, recul de l'Etat (milieu 1970 - fin 1970):



2. Crises : urbaine, de la dette, politique, économique, sociale... L'occasion pour de nouvelles logiques d'émerger (1980's):



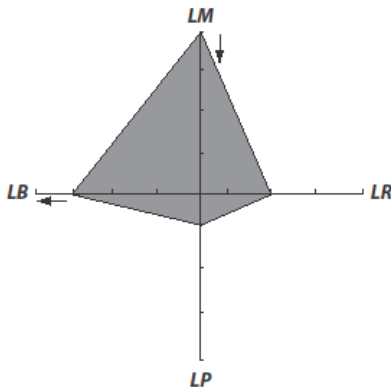
3. Consolidation de la demande de participation, structuration des revendications (1990's)



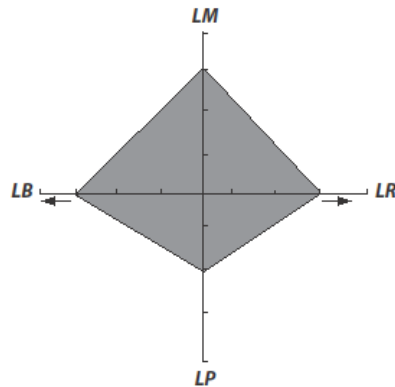
**LM** : Logique de marché    **LR** : Logique de réglementation    **LP** : Logique de planification    **LB** : Logique (sociale) des besoins (exprimés)  
 Degré de conflictualité entre les logiques:    □ Faible    □ Moyen    □ Elevé    → Tendence des logiques

**III. Un tournant Chavez ? Encore une fois, entre rupture et continuité...**

1. Les gouvernements Chavez : une action publique particulièrement ambiguë (2000-2008?)



2. Les tendances actuelles des rapports de force entre les différentes logiques. Vers une inflexion ? (2008 ?)



**LM** : Logique de marché    **LR** : Logique de réglementation    **LP** : Logique de planification    **LB** : Logique (sociale) des besoins (exprimés)  
 Degré de conflictualité entre les logiques:    □ Faible    □ Moyen    □ Elevé    → Tendence des logiques

La caractérisation du poids de chaque logique se fait sur la base de travaux de terrains, d'entretiens, de révision d'archives et de dires d'experts. A terme, l'idée est d'élargir la comparaison de ces contextes à d'autres villes latino-américaines, afin d'y articuler les études de

cas respectives... pour autant, cela suppose une certaine homogénéité des contextes : par exemple de retrouver les mêmes logiques d'acteurs, ou de rencontrer la même pertinence pour les mêmes variables dans chaque terrain.

- **Perspectives et limites :**

Bien sûr, classer et ordonner pour comparer, c'est créer un autre ordre et d'autres limites nécessaires à la production d'un discours situé. Il est néanmoins important d'être conscient que la comparaison est un outil au plein sens du terme. Elle sert une démarche, mais elle façonne aussi le réel. Le choix de l'outil n'est jamais innocent, et la forme que prend la comparaison participe des résultats obtenus et de l'interprétation que l'on en fait (Sénécal, 2007).

Pour se garder de transferts conceptuels abusifs ou de comparaisons « simplistes », quelques suggestions:

- Se garder de pratiquer une approche normative. Dans notre programme sur une étude comparative de la gouvernance de quatre défis urbains dans quatre métropoles d'Amérique latine (programme METRALJEUX : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/spip.php?rubrique574>), il n'était pas question de reprendre la définition issue des institutions internationales et notamment de la Banque Mondiale, menant à l'observation de « bonnes pratiques ». Bien au contraire, il s'est agi d'observer les pratiques locales et situées, puis de comparer des mécanismes et des stratégies d'acteurs d'un contexte métropolitain à l'autre. En plus des observations, ce sont tous les cadres de la comparaison qu'il a fallu construire... non sans difficulté.

- Il semble aussi nécessaire de discuter les comparables, de savoir quels objets ou processus, quelles variables on choisit d'observer, et d'en identifier le sens et les dimensions culturelles alternatives. Le film *2012* est le produit d'une lecture occidentale de la cosmogonie Maya. Avec une approche cyclique, on ne peut pas concevoir le cataclysme ou la fin « apocalyptique » du monde... sinon simplement la fin d'un cycle. Certes, on ne peut comparer qu'avec ce que l'on connaît, mais la comparaison est aussi l'occasion de découvrir la différence, si tant est que l'on est disposé à ne pas réduire l'inédit ou l'altérité au connu.

- Enfin, l'articulation à un contexte, la situation, paraît incontournable. Elle permet justement de situer un propos, de donner du sens à la comparaison, mais aussi de suivre sa dimension performative, d'en comprendre les enjeux et les implications. Pour continuer avec *2012*, on voit comment une lecture erronée des croyances mayas sur les bases européennes ou judéo-chrétiennes (?) influence la façon dont certains membres des communautés mayas se préparent aujourd'hui à l'échéance de 2012, ou comment précipiter une culture du temps cyclique dans les grandes peurs millénaristes. Absurde ! Et pourtant...

### **Bibliographie :**

Anderson Benedict, 1998, *The spectre of comparisons. Nationalism, southeast Asia and the world*. London, New York: Verso.

Boudreau Julie-Anne, 2007, « Courir la ville pour comparer l'incomparable, ou la tentative d'épuisement d'un lieu », 261-270, dans Sénécal Gilles (Dir.), *Les indicateurs socioterritoriaux. Perspectives et renouvellement*, Québec : Presses universitaires de Laval. 270p.

Butler Judith, 2004 (1997), *Le pouvoir de mots. Politique du performatif*. Paris : Editions Amsterdam.

Carruthers David, 2008, *Environmental justice in Latin America. Problems, promise, and practice*, MIT Press, Cambridge, London, 329p

Détienne Marcel, 2001, *Comparer l'incomparable*, Paris : Seuil.

Ellner Steve, 2010, "The perennial debate over socialist goals played out in Venezuela", 63-84, *Science and society*, vol. 74, n°1.

Geertz Clifford, 1971 (1968), *Islam Observed: Religious Development in Morocco and Indonesia*. Chicago: Chicago University Press.

Giraud Olivier, 2009, « Comparer les cas les plus contrastés : une démarche pionnière devient centrale à l'heure de la globalisation », Communication à la journée « Travail, précarisation et

- protection sociale dans les Amériques », Université Paris Dauphine, Donna Kesselman et Christian Azais (Org.)
- Grataloup Christian, 2009, *L'invention des continents*, Paris: Larousse, 244p.
- Latham Alan et Derek Mc Cormack, 2004, "Moving cities: rethinking the materialities of human geographies", *Progress in Human Geography* 28 (6): 701-724.
- Latour Bruno, 2009, *Sur le culte des dieux faitiches*, suivi de *Iconoclash*. Paris : La Découverte, 209p.
- Marchand Guillaume, 2008, « Quel système d'indicateurs pour le programme DURAMAZ ? Quelques pistes de réflexion », Communication au séminaire de DURAMAZ, janvier 2008.
- Rebotier Julien, 2010, « Planificación, gobernanza y vivienda en la Caracas democrática. Lógicas, paradigmas y actores », Communication au colloque Geocrítica – Buenos Aires, 2-7 mai 2010.
- Rebotier Julien, 2008, *Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine*. Thèse de doctorat en géographie, Paris 3 – IHEAL.
- Rebotier Julien, 2003, *Gestion des blessés à la suite d'un tremblement de terre sur l'aire métropolitaine de Mérida, Venezuela, dans les limites du Municipio Libertador*, Maîtrise de géographie. Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (UAPV), inédit. 193p.
- Ricardo David, 1981 [1817], *On the principle of political economy and taxation*, Cambridge: University Press, 447p.
- Rostow Walt Whitman, 1990 (1960), *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge: Cambridge University Press, 272p.
- Sénécal Gilles (Dir.), 2007, *Les indicateurs socioterritoriaux. Perspectives et renouvellement*, Québec : Presses universitaires de Laval. 270p.
- Smith Adam, 1995 [1776], *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris : Presses Universitaires de France, 4 vol., 1429p.
- Tendler Silvio, 2006, *Encontro com Milton Santos: O mundo global visto do lado de cá*, Film – documentaire, Brésil: Caliban Produções, 89 min.
- Todorov Tzvetan, 1989, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Paris : Seuil.
- Vigour Cécile, 2005, *La comparaison dans les sciences sociales*. Paris : La Découverte.
- Warren Jonhatan, 2009, *Discourses, Democracy and Development: Alternative Globalizations in Vietnam and Brazil*, inédit.